

Chapitre 5

Céréales

Tendances et perspectives des marchés mondiaux*

Principaux déterminants du marché

Malgré une augmentation de la production mondiale de céréales en 2007, la situation mondiale de l'offre et de la demande céréalière est restée tendue tout au long de la campagne de commercialisation. L'essentiel de cette augmentation tient à une récolte record de maïs aux États-Unis, qui a dopé la production mondiale de céréales secondaires. La production de blé a aussi augmenté par rapport à l'année précédente, mais moins que prévu en raison de conditions météorologiques défavorables dans certaines régions du monde, notamment des sécheresses qui ont frappé l'est de l'Europe et l'Australie. La production mondiale de riz a légèrement progressé en 2007, grâce surtout à des récoltes plus abondantes en Asie. Toutefois, l'offre céréalière mondiale est restée faible par rapport à la demande mondiale qui n'a guère donné de signe d'essoufflement malgré des prix élevés. L'accroissement de la production mondiale n'a pas suffi à compenser la contraction des stocks observée depuis la campagne précédente. En conséquence, on s'attend qu'en fin de campagne 2007-08, les réserves céréalières mondiales tombent à des niveaux encore inférieurs aux niveaux déjà bas enregistrés en début de campagne. En regardant de plus près l'évolution en 2007-08, les stocks détenus par les grands exportateurs se sont amenuisés considérablement au cours de l'année sous l'effet d'une forte demande intérieure et des exportations. Ces évolutions ont donné lieu à une hausse rapide des prix mondiaux, qui a commencé sur les marchés du maïs et a gagné les marchés du blé et du riz au cours de la campagne. À l'envolée des prix s'est ajoutée leur instabilité beaucoup plus forte que lors des campagnes précédentes. Celle-ci témoigne des incertitudes accrues découlant d'un équilibre plus tendu entre l'offre et la demande de céréales, mais aussi, de plus en plus, des évolutions des autres marchés agricoles, ainsi que des marchés énergétiques et financiers.

Parmi les grandes céréales, le blé accuse la hausse des prix la plus marquée. En 2007, les prix mondiaux du blé ont été en moyenne supérieurs de près de 60 % par rapport au niveau de 2006. La faiblesse des stocks et la baisse des niveaux de production en 2006 faisaient partie des nombreuses raisons de la hausse initiale, mais d'autres facteurs sont vite devenus plus déterminants. L'augmentation des prix mondiaux a été aggravée par un nombre croissant de mesures encadrant les échanges, plusieurs pays exportateurs (dont l'Argentine, la Chine et la Fédération de Russie) ayant décidé d'instaurer des restrictions à l'exportation, telles que des contingents, des taxes voire des interdictions totales afin de juguler la montée des prix intérieurs. Un autre facteur important a été la chute du dollar par rapport à beaucoup d'autres devises, notamment l'euro, qui a rendu meilleur marché les importations de blé en provenance des États-Unis. En témoigne la montée en flèche des

* Sauf indication contraire, toutes les dates renvoient à l'année de commercialisation (par exemple, 2007 correspond à l'année de commercialisation 2007/08). En général, celle-ci s'entend de juin à mai pour le blé, de septembre à août pour les céréales secondaires, et de janvier à décembre pour le riz, mais les données nationales peuvent correspondre à des périodes légèrement différentes.

importations de blé des États-Unis, qui a contribué à faire encore monter le prix du blé américain. C'est ainsi qu'en février 2008 par exemple, le prix à l'exportation du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2 des États-Unis s'élevait à 450 USD, en hausse d'environ 115 % par rapport à l'année précédente.

Sur les marchés des céréales secondaires, les prix du maïs ont augmenté progressivement du milieu de 2006 jusqu'en février 2007. Ils ont ensuite connu une brève période de baisse lorsque les marchés ont commencé à prendre conscience de l'accroissement considérable des superficies emblavées aux États-Unis, premier producteur et exportateur mondial de maïs. De fait, les États-Unis ont enregistré une récolte record en 2007, les superficies ayant augmenté de plus de 16 % et les conditions météorologiques étant restées favorables pendant toute la période de végétation. Toutefois, en raison de l'accroissement massif des quantités de maïs utilisées pour produire de l'éthanol aux États-Unis et de la réduction des quantités disponibles à l'exportation dans plusieurs autres pays exportateurs, les prix du maïs sont repartis à la hausse. En 2007, les prix mondiaux du maïs ont été en moyenne supérieurs de 34 % à ceux de 2006, et en février 2008, le prix à l'exportation du maïs jaune de catégorie n° 2, aux ports du Golfe, s'élevait en moyenne à 220 USD la tonne, en hausse d'environ 25 % par rapport à février 2007. Le récent raffermissement des prix du maïs découle de facteurs analogues à ceux responsables de l'augmentation des prix du blé, notamment les restrictions à l'exportation et la chute du dollar. Les prix du maïs ont aussi bénéficié de la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, qui a renforcé l'attractivité de la production d'éthanol dans un contexte de soutien public substantiel dans nombre de pays. Il s'agit là d'un paramètre qui va probablement continuer de contribuer à la fermeté des prix dans les années à venir, compte tenu des mesures en faveur des biocarburants et des obligations de consommation aux États-Unis et dans d'autres pays.

Dans l'UE, les pénuries d'aliments du bétail se sont traduites par une forte demande d'importations qui a contribué à soutenir les prix mondiaux non seulement du maïs mais aussi du sorgho et autres céréales secondaires. Le blé est une des principales céréales utilisées pour l'alimentation animale dans l'UE. Du fait du déficit de production enregistré l'année précédente et des quantités limitées disponibles à l'exportation en provenance de la région de la mer Noire, les prix du blé dans l'UE ont continué d'augmenter, ce qui a encouragé les importations d'aliments de substitution pour le bétail, en particulier de maïs et de sorgho. En fait, la montée en flèche des importations de l'UE a été le facteur prépondérant de l'expansion des échanges mondiaux de céréales secondaires, qui ont atteint un niveau record en 2007. Les prix de l'orge, autre céréale importante, se sont aussi envolés en 2007. Les problèmes d'offre en Australie et en Ukraine, la contraction des disponibilités de maïs et autres céréales fourragères conjugués à une forte demande d'importations ont contribué à doubler les prix de l'orge tant fourragère que brassicole.

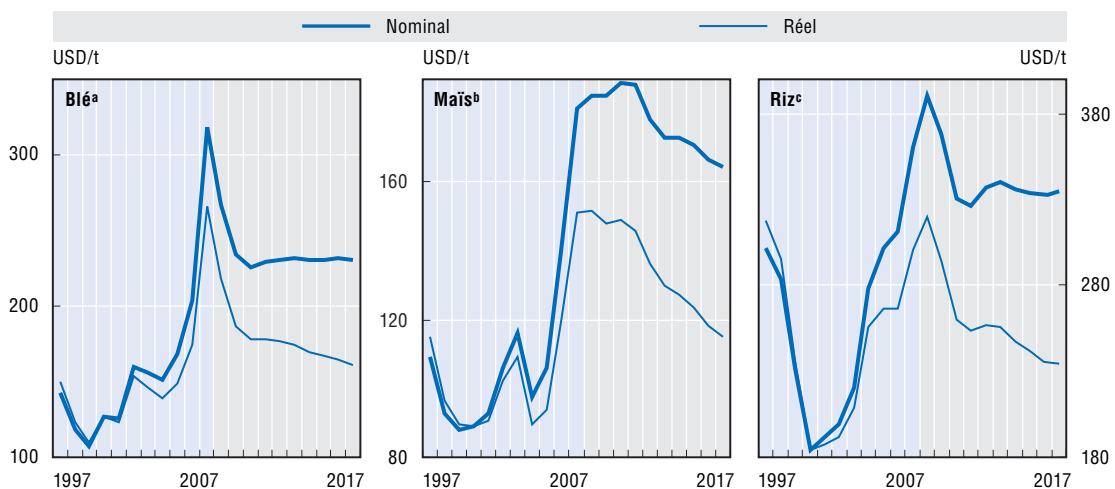
En 2007, la production mondiale de riz paddy a augmenté de moins de 1 %, taux nettement inférieur à celui de la croissance démographique. L'essentiel de cette augmentation est intervenu en Asie, des conditions météorologiques défavorables, souvent liés au phénomène de « La Niña », entraînant une baisse de la production en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes, et en Océanie. Les échanges mondiaux de riz ont connu une croissance vigoureuse en 2007, soutenue par une demande dynamique d'importations, ce qui, compte tenu des quantités relativement restreintes disponibles à l'exportation et de la faiblesse du dollar des États-Unis, a aussi alimenté une hausse de 17 % des prix mondiaux, les portant à des niveaux jamais atteints depuis 1996. La hausse

des prix a été particulièrement marquée au dernier trimestre de 2007 où plusieurs grands fournisseurs du marché mondial ont pris des mesures de limitation des exportations, et, elle a été encore plus forte dans les premiers mois de 2008.

Compte tenu des prix actuels élevés et de la perspective de leur maintien à ce niveau pendant au moins une autre campagne, la production céréalière mondiale devrait augmenter en 2008. L'essentiel de cette augmentation devrait être assuré par une production accrue de blé, mais on prévoit aussi des récoltes de céréales secondaires et de riz plus abondantes. Dans l'hypothèse de conditions météorologiques normales, la production de nombreux pays qui ont souffert de conditions défavorables l'année dernière devrait connaître une remontée substantielle, en particulier en Australie, au Canada, dans l'UE, au Maroc et en Ukraine. Un facteur important de l'accroissement des niveaux de production pour 2008 sera aussi la modification des politiques comme, par exemple, la suspension des 10% de gel obligatoire des terres dans l'UE. Face aux prix élevés des céréales et en rupture notable avec les pratiques de ces dernières années, nombre de gouvernements des pays en développement ont aussi commencé à soutenir davantage la production céréalière en relevant les prix des achats publics (par exemple, pour le blé au Pakistan) et/ou en favorisant les subventions aux intrants (par exemple, les engrais pour la production de maïs aux Philippines).

Même si on prévoit une forte augmentation de la production en 2008, compte tenu du faible niveau des stocks, l'offre mondiale devrait demeurer restreinte face aux perspectives de maintien d'une forte demande, en particulier d'aliments du bétail et de carburants. L'équilibre entre l'offre et la demande mondiale devrait donc rester tendu, entraînant une autre année de prix élevés pour la plupart des céréales. Ce haut niveau devrait se maintenir pendant toute la période considérée. Avec la poursuite de la croissance de la production,

Graphique 5.1. Les prix nominaux du blé, des céréales secondaires et du riz devraient se maintenir à un niveau relativement élevé, et les prix réels seraient en hausse par rapport à la décennie précédente



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/4156260537>

Note : Les prix réels sont déflatés par le déflateur du PIB des États-Unis (2000 = 1).

a) Prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, protéine ordinaire, aux ports du Golfe.

b) Prix f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, aux ports du Golfe.

c) Riz blanc, 100 % grade b, f.a.b. Bangkok.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

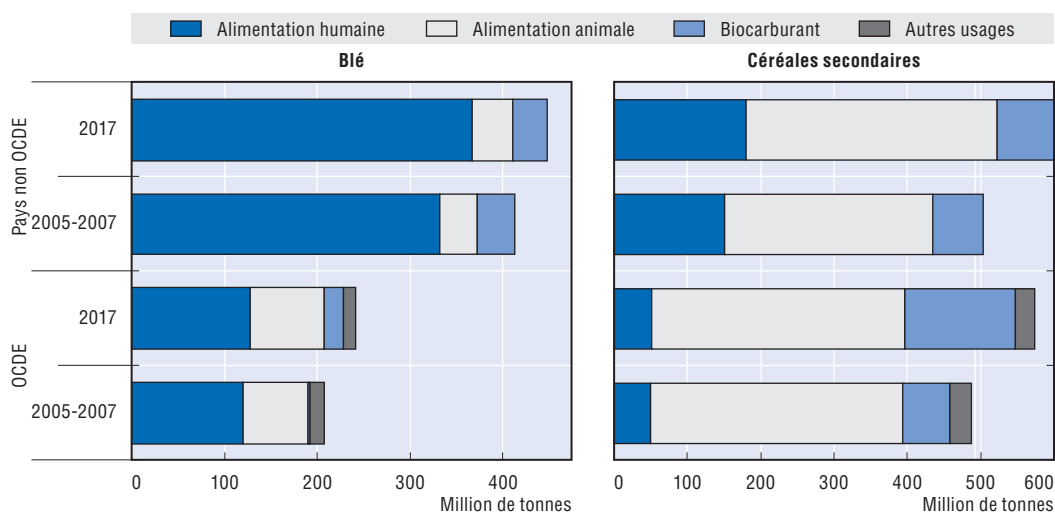
résultat de meilleurs rendements, d'une certaine augmentation des superficies plantées, et avec la stabilisation de la demande de carburants dans les dernières années, un équilibre plus confortable entre l'offre et la demande devrait s'instaurer en 2017. La croissance des rendements, bien qu'inférieure à celle observée au cours de la dernière décennie, devrait contribuer pour l'essentiel à l'augmentation de la production puisque l'expansion des superficies cultivables est en grande partie limitée aux régions des pays de la CEI et d'Amérique du Sud. Tout ceci se traduira par une baisse du niveau des prix par rapport aux prix observés en 2007, celui-ci ayant cependant tendance à rester globalement supérieur au bas niveau caractéristique de la majeure partie de la décennie précédente. Même en termes réels, les prix des céréales seront en général supérieurs à ceux des années précédentes.

Principales évolutions des marchés : blé et céréales secondaires

Les alimentations humaine et animale et l'utilisation de biocarburants dopent la demande de blé ; l'alimentation animale et l'utilisation de carburants déterminent celle des céréales secondaires

Au cours de la prochaine décennie, la demande mondiale de blé devrait progresser d'environ 1 % par an. Il s'agit là d'un rythme de croissance légèrement supérieur à celui observé précédemment, qui s'explique essentiellement par l'augmentation prévue de la consommation de blé pour la production de biocarburants dans les pays de l'OCDE, en particulier au Canada et dans l'UE27 (graphique 5.2). Toutefois, la consommation totale de blé pour la production d'éthanol reste faible par rapport à la consommation pour l'alimentation humaine et animale qui est en expansion. En effet, la consommation de blé pour l'alimentation humaine dans les pays en développement et pour l'alimentation animale dans la zone OCDE continuent aussi d'augmenter. La moitié de la consommation mondiale de blé pour l'alimentation du bétail intervient dans l'UE et cette proportion devrait rester stable durant la période étudiée. L'alimentation humaine absorbe la majeure partie de la croissance de la consommation totale de blé dans les pays en développement,

Graphique 5.2. **Croissance de la demande de céréales à l'intérieur et à l'extérieur de la zone OCDE**



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/415658552877>

en particulier en Asie et en Afrique. Toutefois, la consommation mondiale de blé pour l'alimentation humaine devrait augmenter à un rythme légèrement plus faible que durant la décennie précédente, en raison surtout d'un ralentissement de la croissance démographique et d'une modification des régimes alimentaires. La consommation humaine de blé par habitant en Chine et, dans une moindre mesure, en Inde devrait ainsi reculer à mesure que les habitudes alimentaires dans ces pays évolueront progressivement vers des produits à plus forte valeur ajoutée sous l'effet de la hausse des revenus.

La consommation totale de céréales secondaires devrait augmenter d'un peu plus de 1 % par an au cours de la période étudiée, soit à un rythme moitié moindre que durant la décennie précédente, mais à un taux néanmoins élevé. Cette augmentation découlerait en partie de l'accroissement prévu de la consommation animale pour faire face à la croissance de la production de viande. Cependant, la consommation industrielle devrait croître encore plus rapidement, en raison surtout du maintien d'une forte demande de maïs pour alimenter la production d'éthanol aux États-Unis. Dans les pays de l'OCDE, la consommation totale de maïs pour produire des biocarburants devrait augmenter de près de 90 millions de tonnes entre 2007 et 2017. La majeure partie de cette augmentation interviendra aux États-Unis. En revanche, en dehors de la zone OCDE, l'alimentation animale et l'alimentation humaine contribueront à l'essentiel de la progression de la demande totale. Ces dernières années, la Chine a fait son apparition parmi les gros consommateurs de maïs pour la production d'éthanol en dehors des États-Unis. Toutefois, cette tendance devrait se ralentir à la suite de récentes décisions prises par les pouvoirs publics pour mettre un terme à l'utilisation des cultures vivrières à des fins industrielles.

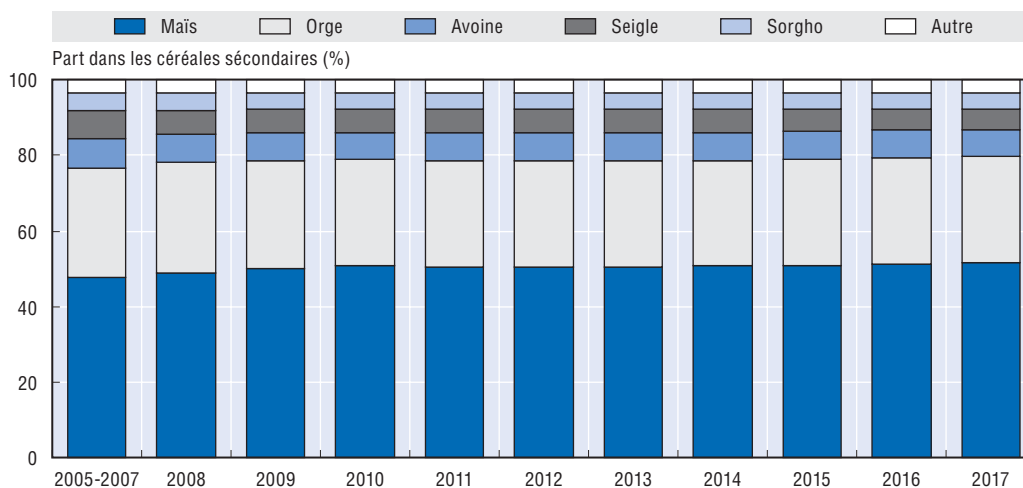
Augmentation de la production de blé et de céréales secondaires


La production mondiale de blé devrait s'accroître à un rythme plus rapide qu'au cours de la décennie précédente, quoique de moins de 1 % par an. Sous l'effet des prix élevés, de la suspension de l'obligation de 10% de gel des terres dans l'UE, et du retour à la normale escompté après deux saisons de grave sécheresse en Australie, les superficies totales plantées ainsi que les rendements moyens de blé devraient fortement augmenter et, ce faisant, stimuler la production mondiale de blé en 2008. Après cette forte croissance initiale, la production mondiale de blé devrait progresser au même rythme que la demande pour atteindre environ 690 millions de tonnes en 2017, contre 608 millions de tonnes pour la période de référence 2005-07. L'UE, la Chine, l'Inde et les États-Unis devraient rester les quatre principaux producteurs de blé et être à l'origine d'environ 56 % de la production totale, soit une part cumulée légèrement inférieure à celle qu'ils détiennent actuellement. Comme au cours de la décennie précédente, l'augmentation des rendements devrait constituer le principal facteur d'accroissement de la production mondiale dans la quasi-totalité des grands pays producteurs. La superficie totale consacrée au blé devrait aussi s'étendre, quoique à un rythme plus lent que par le passé car la concurrence avec d'autres cultures (maïs et oléagineux en particulier) pourrait diminuer les superficies cultivées en blé en Chine, au Brésil et aux États-Unis. En Arabie Saoudite, la production de blé (certes petite) devrait cependant diminuer fortement au cours de la période considérée, après la décision prise par le gouvernement de supprimer progressivement la subvention à la production, à cause du déficit de ressources en eau. En revanche, la superficie emblavée en blé devrait augmenter en Argentine, en Inde et dans plusieurs pays de la CEI.

Pour ce qui est des céréales secondaires, après un rebond vigoureux de la production mondiale en 2007, la production totale devrait continuer à augmenter mais à un rythme

plus lent durant toute la période couverte par les projections. La forte demande et une rentabilité relative accrue laissent présager le maintien de niveaux de production élevés au cours de la période étudiée. La production devrait augmenter tout particulièrement aux États-Unis (maïs et sorgho), en Chine (orge et maïs), au Nigeria (maïs, millet et sorgho), en Turquie (orge), dans l'UE et en Ukraine (orge et maïs). Avec plus de 1.2 milliard de tonnes en 2017, la production mondiale de céréales secondaires devrait augmenter plus rapidement que celle de blé pour atteindre un taux annuel moyen de 1.3 %. Les États-Unis, la Chine et l'UE demeureront les trois principaux producteurs de céréales secondaires, assurant environ 60 % de la production mondiale. Si la croissance des rendements devrait être moins marquée que durant la décennie précédente, elle restera cependant le moteur de la majeure partie de l'augmentation de la production. Les superficies emblavées s'étendront aussi, quoique à un rythme plus lent que durant la décennie précédente et seulement dans certains pays, dont les États-Unis, l'Ukraine et quelques autres pays producteurs d'Afrique et d'Amérique latine. Entre le blé et les céréales secondaires, la proportion de superficies récoltées devrait rester presque constante, mais pour ce qui est des céréales secondaires, le rendement plus élevé escompté pour le maïs par rapport au sorgho, à l'orge et aux autres céréales devrait se traduire par une extension de la superficie cultivée en maïs.

Graphique 5.3. **Déplacement de la répartition des différentes céréales secondaires au profit du maïs**



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/415685813814>

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

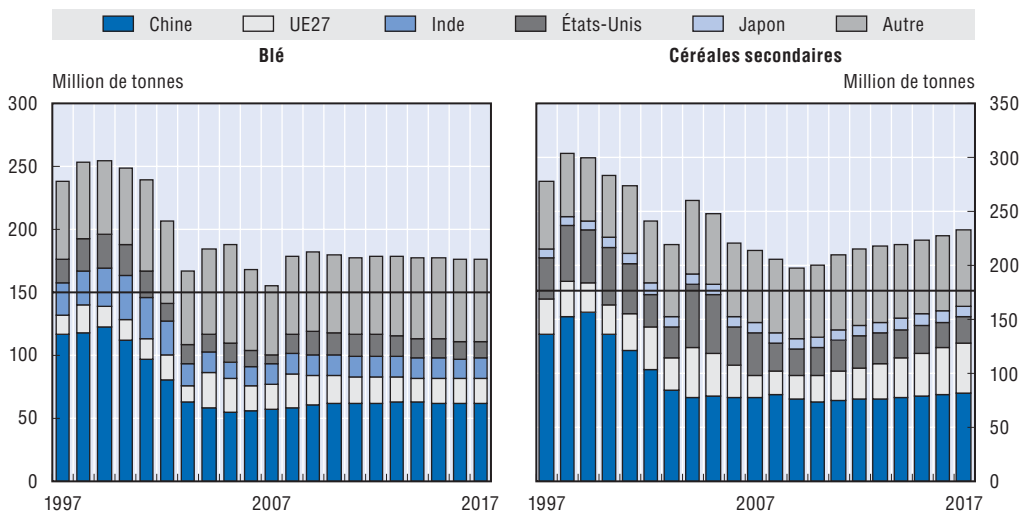
Les stocks se reconstituent mais restent à des niveaux historiquement bas en raison des prix élevés

Après la forte baisse du niveau des stocks mondiaux de blé pendant deux campagnes consécutives, une reconstitution partielle des réserves mondiales est attendue en 2008, puisqu'on prévoit une augmentation de la production mondiale. Au cours de la période considérée, après avoir atteint le niveau extrêmement bas qu'ils connaissent actuellement, les stocks des grands pays exportateurs mondiaux de blé et principalement du secteur privé, qui constituent le principal moyen de régulation en cas de déficit de production important, devraient se regarnir grâce surtout au Canada et aux États-Unis. En Inde, les

stocks de blé devraient rester constants, tandis qu'en Chine, ils devraient quelque peu progresser. Toutefois, les stocks de blé ont peu de chances de retrouver les niveaux élevés de la décennie précédente, et le ratio mondial stocks/consommation devrait rester proche de son bas niveau actuel qui est d'environ 25 %, signe de la persistance de conditions du marché globalement tendues. Compte tenu de ces éléments et de la perspective d'une hausse des coûts de production beaucoup plus forte que par le passé (imputable pour l'essentiel au haut niveau des prix du pétrole brut retenu pour la période considérée), les prix du blé devraient rester en moyenne plus élevés qu'auparavant jusqu'en 2017, mais inférieurs aux pics atteints récemment.

Malgré une faible remontée des stocks de report mondiaux de céréales secondaires, les réserves mondiales demeurent nettement inférieures aux niveaux observés au cours de la décennie précédente. En effet, la majeure partie de la croissance de la production mondiale en 2008 devrait être absorbée par une augmentation rapide de la consommation qui n'a pas laissé beaucoup de possibilités de reconstitution des stocks. En conséquence, le ratio stocks/consommation, qui est tombé en 2007 au très bas niveau de 19 %, ne remontera pas notablement en 2008, témoignant de la persistance d'un équilibre tendu entre l'offre et la demande pour au moins encore une autre campagne. Ce faible ratio devrait se maintenir pendant toute la période étudiée, surtout en raison des tensions prévues entre l'offre et la demande aux États-Unis, principal producteur, exportateur et consommateur mondial de céréales secondaires. Les présentes *Perspectives* prévoient qu'à la différence des prix du blé, les prix des céréales secondaires vont rester aux niveaux élevés actuels pendant encore plusieurs campagnes avant de commencer à baisser. Le prix du maïs jaune des États-Unis (prix f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2) devrait atteindre 161 USD la tonne en 2017, contre environ 180 USD la tonne en 2007. Mais là encore, par rapport au passé, les prix devraient rester supérieurs à ceux enregistrés au cours de la décennie précédente, même en termes réels.

Graphique 5.4. **Le niveau des stocks reste faible par rapport aux niveaux antérieurs**



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/415738214574>

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Si les prix réels du blé et des céréales secondaires devraient rester à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés au cours de la décennie précédente, la tendance à la baisse à long terme devrait cependant se poursuivre (graphique 5.1). Les principaux facteurs qui semblent avoir une incidence sur les marchés et contribuer à ce profil d'évolution des prix tiennent essentiellement à l'augmentation de la demande de céréales comme matières premières pour la production de biocarburants et pour l'alimentation animale dans les pays en développement. Le maintien de prix élevés du pétrole brut non seulement renforcera la demande d'énergies de substitution mais accroîtra les coûts de production des céréales (du fait d'une augmentation du prix des carburants, des engrais, des pesticides et insecticides chimiques, etc.), amplifiant encore la hausse des prix.

La croissance des échanges est modérée pour le blé, mais plus forte pour les céréales secondaires

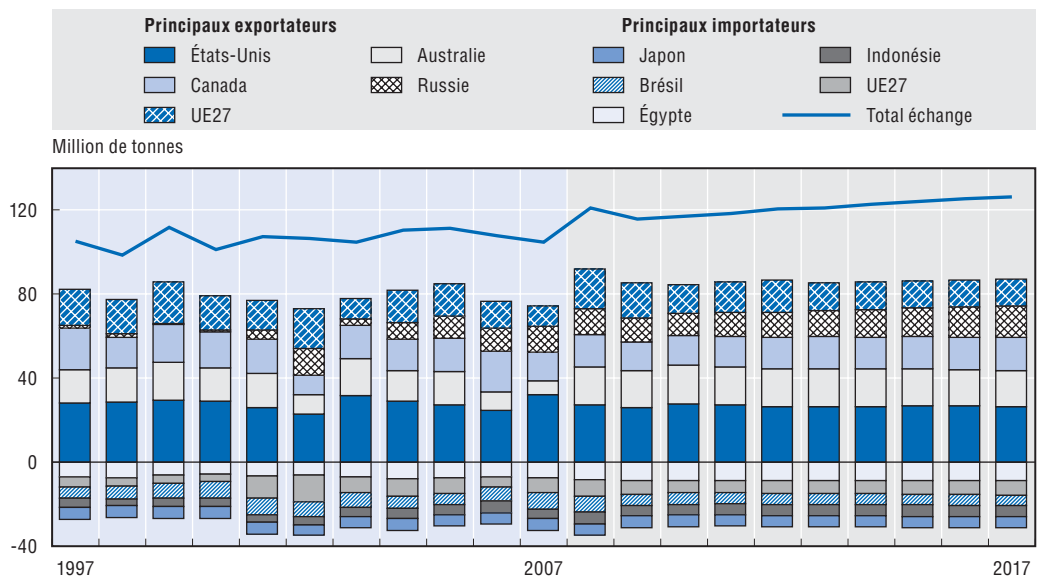
Les échanges mondiaux de blé ont diminué au cours de la campagne 2007, en raison surtout d'une réduction des importations de plusieurs pays dont les récoltes de l'année ont été plus abondantes. Les échanges devraient rebondir en 2008 et progresser ensuite lentement à un rythme inférieur à 1% par an, pour atteindre environ 126 millions de tonnes en 2017. Les États-Unis resteront le plus grand exportateur de blé, malgré une faible baisse des ventes après 2008. Dans l'hypothèse de conditions météorologiques normales et, par conséquent, d'une reprise de la production, l'Australie fera son retour sur le marché mondial en tant que deuxième plus grand exportateur mondial de blé après 2008 et ce pays devrait rester un exportateur de premier plan durant la période couverte par les projections. Les exportations des autres grands pays exportateurs, tels que l'Argentine et le Canada, devraient rester constantes ou augmenter. De surcroît, la Fédération de Russie et l'Ukraine devraient accroître considérablement leurs exportations. En revanche, on prévoit une légère baisse des exportations de blé de l'UE.

Un résultat notable de ces projections est que l'UE, parallèlement au recul de ses exportations, continuent d'enregistrer des importations de blé relativement élevées par rapport aux niveaux antérieurs. Cette situation tient à une forte demande de blé pour l'alimentation animale et la production de biocarburants. Parmi les autres importateurs figurent l'Égypte, le Nigeria, le Japon et le Brésil, quoique, dans ces deux derniers pays et surtout au Brésil, les importations devraient connaître une baisse. L'Arabie Saoudite devrait afficher une augmentation de ses importations en raison de sa décision récente de supprimer progressivement ses subventions à la production. Les importations globales des pays non membres de l'OCDE devraient atteindre 100 millions de tonnes en 2017 pour représenter 80 % du total mondial, soit un taux légèrement supérieur au taux actuel (78 %).

Après avoir atteint un volume record en 2007, en raison surtout des fortes importations de maïs et de sorgho effectuées par l'UE, les échanges mondiaux de céréales secondaires devraient revenir à la normale en 2008, puis progresser de 1.6 % par an, soit un rythme légèrement plus rapide qu'au cours de la décennie précédente. Les exportations des États-Unis devraient diminuer fortement en 2008, puis connaître une baisse régulière jusqu'en 2011 pour repartir ensuite à la hausse. En 2017, les États-Unis seront encore le principal exportateur mais leur part mondiale devrait décroître et passer d'environ 51 % durant la décennie précédente à 43 % en 2011, puis remonter à 48 % en 2017.

Toutefois, les exportations d'un certain nombre d'autres pays devraient augmenter fortement au cours de la période étudiée, en particulier celles de l'Australie (orge), de l'Argentine (maïs) et de l'Ukraine (maïs et orge). Les exportations du Canada (orge)

Graphique 5.5. Les échanges de blé augmentent modérément

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/415758138346>

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

devraient rester globalement stables, autour des niveaux actuels. La Chine, qui a été un exportateur important au cours de la décennie écoulée, devrait exporter moins et devenir un importateur net en 2017. Les exportations de l'UE devraient aussi tomber au-dessous du niveau moyen atteint au cours de la décennie précédente, mais au-dessus du niveau de 2007 où la région était devenue un importateur net par suite de pénuries sur les marchés intérieurs.

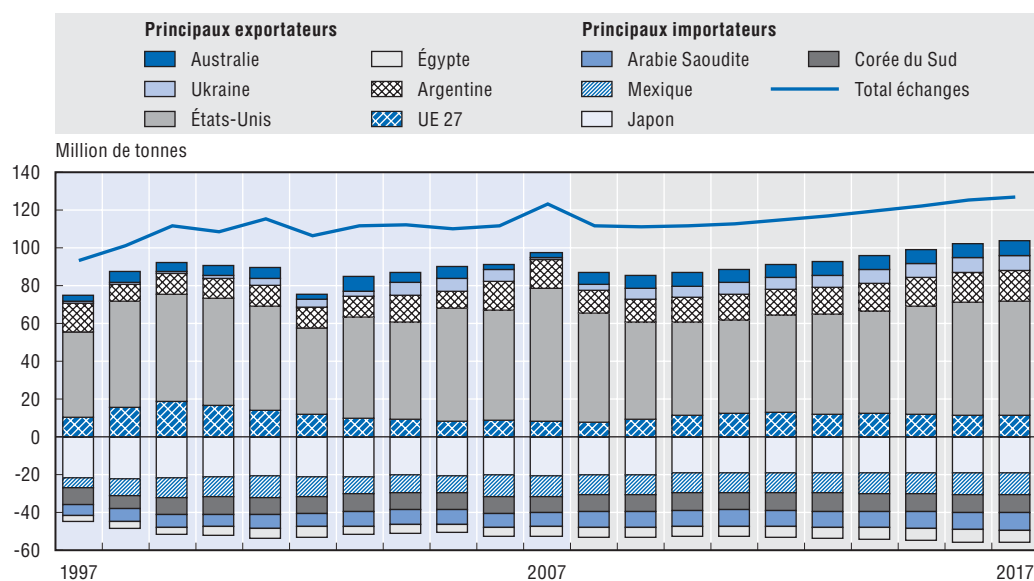
S'agissant des importations, le Japon demeurera le premier importateur mondial malgré des baisses dans ses achats de maïs. Toutefois, les achats de plusieurs autres pays, en particulier de certains pays en développement, devraient augmenter sous l'effet surtout d'une forte demande d'aliments du bétail. En dehors des pays de l'OCDE, les importations devraient croître pour atteindre environ 75 millions de tonnes, soit près de 60 % du total mondial, contre moins de 50 % pour la décennie précédente. Parmi les pays dont les importations devraient connaître les plus fortes augmentations figurent le Canada, l'Égypte, l'Iran et l'Arabie Saoudite.

Principales évolutions des marchés : riz

Les gains de productivité se traduisent par une croissance soutenue de la production mondiale de riz

Malgré des prix plus favorables et un soutien public renouvelé en faveur du secteur rizicole, la production mondiale devrait progresser de 1 % par an entre 2008 et 2017, soit pratiquement au même rythme que dix ans auparavant ; par rapport à la moyenne 2005-07, elle devrait croître de 45 millions de tonnes pour s'établir à 475 millions de tonnes de riz usiné. La perspective de cette faible augmentation va de pair avec celle d'une intensification de la concurrence sur les ressources, exercée par d'autres cultures mais aussi d'autres secteurs de l'économie, ce qui pourrait contrecarrer les initiatives privées et publiques visant à stimuler le secteur. L'augmentation de la production devrait résulter de

Graphique 5.6. Forte augmentation des échanges de céréales secondaires



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/415758737306>

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

gains de productivité, associés à une intensification des technologies, à un recours accru à la maîtrise de l'eau et à la diffusion de variétés de riz à haut rendement ; toutefois, les superficies rizicoles devraient reculer en termes absolus à compter de 2011, sous l'effet surtout des suppressions opérées en Asie.

Malgré une tendance de longue date à réduire les superficies rizicoles, la production des pays développés devrait rebondir, sous l'effet de nouvelles hausses des rendements. Une grande partie de la croissance de la production devrait provenir d'une progression aux États-Unis et d'un redressement en Australie, qui feraient plus que compenser une réduction résultant des mesures prises au Japon. Le rebond de la production en Australie suppose un retour à la normale des conditions météorologiques, car les sécheresses récurrentes de ces dernières années et les problèmes persistants d'alimentation en eau soulèvent des questions quant à la viabilité à long terme du secteur.

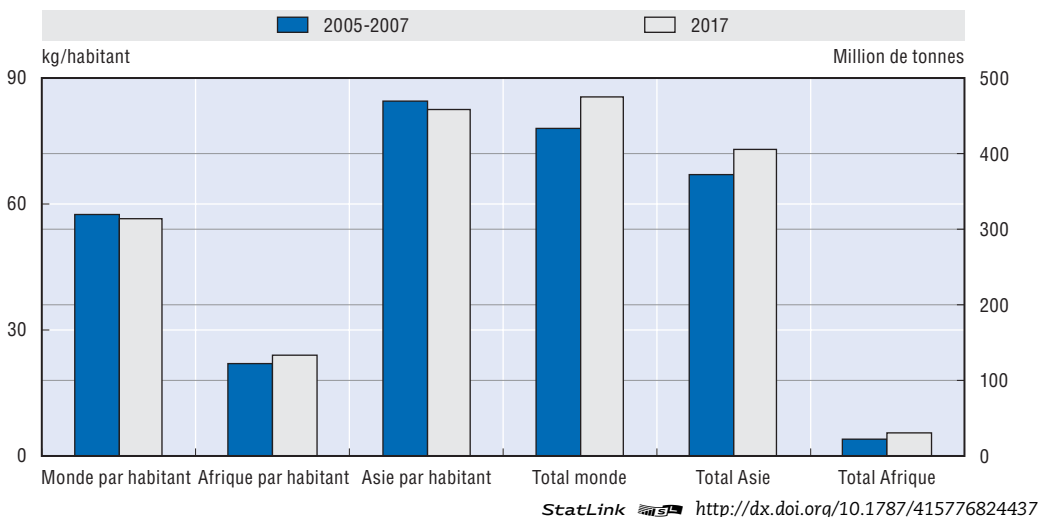
La majeure partie de la croissance de la production rizicole mondiale serait concentrée dans les pays en développement, surtout en Asie (37 millions de tonnes) où le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, l'Indonésie, le Myanmar, la Thaïlande et le Viêtnam devraient enregistrer des augmentations non négligeables. Celles-ci compenseraient un faible recul en Chine où on prévoit un ajustement du secteur face à la baisse de la consommation intérieure. À l'exception du Myanmar, du Cambodge et du Laos, qui disposent encore de vastes étendues de terres pour développer les cultures, la plupart des pays asiatiques devraient réduire leurs superficies rizicoles et recourir aux gains de productivité pour stimuler la production. En Afrique, le secteur devrait conserver un rythme d'expansion relativement vigoureux, soutenu par une demande intérieure dynamique, combinant à parts pratiquement égales l'extension des superficies et l'amélioration des rendements. Ces résultats seraient conformes à l'engagement réaffirmé des gouvernements de pays, tels que le Nigeria et le Sénégal, de parvenir à l'autosuffisance en riz dans les prochaines années. De même, en Amérique latine et aux Caraïbes, le Brésil, le Pérou, mais aussi l'Argentine, la Colombie, la

République dominicaine, l'Équateur, la Guyane, l'Uruguay et le Venezuela devraient connaître un rythme d'expansion rapide, le niveau élevé des prix mondiaux stimulant l'extension de la riziculture et l'amélioration des rendements, contrairement aux tendances antérieures. En revanche, le secteur pourrait subir une contraction au Mexique, sur le marché duquel le riz des États-Unis entre librement dans le cadre de l'ALENA.

La modification des habitudes alimentaires des pays d'Asie a une incidence sur la consommation de riz totale et par habitant

À la différence des autres céréales, le riz n'est guère utilisé pour l'alimentation du bétail et il ne l'est quasiment pas pour la production de biocarburants. Il reste un produit de base de l'alimentation humaine, qui, au-delà de l'Asie, a pris une place importante dans de nombreuses régions d'Afrique ainsi que de l'Amérique latine et des Caraïbes. Toutefois, la hausse rapide des revenus et la diversification des régimes alimentaires devraient faire baisser la consommation de riz par habitant, en particulier dans les pays d'Asie, ce qui ferait passer la moyenne annuelle mondiale de 57.3 kg au cours de la période de référence à 56.5 kg en 2017. En revanche, le riz devrait encore accroître sa part dans l'alimentation des pays africains dont la consommation par habitant devrait passer de 22 kg à 24 kg au cours de la décennie, remplaçant des aliments traditionnels comme le millet, le maïs ou la cassave dans les zones tant urbaines que rurales. Compte tenu du recul prévu de la consommation de riz par habitant et du ralentissement démographique, la consommation totale de riz, tous usages confondus, devrait augmenter de 43 millions de tonnes par rapport à la période de référence au cours des dix années à venir, soit de moins de 1 % par an pour atteindre 475 millions de tonnes. Du fait de la répartition démographique et des niveaux élevés par habitant, la consommation de riz devrait augmenter en Asie de 32 millions de tonnes pour s'établir à 404 millions de tonnes, et en Afrique d'environ 8 millions de tonnes pour atteindre 30 millions de tonnes. En Amérique latine et aux Caraïbes, la consommation devrait croître de moins de 3 millions de tonnes, atteignant 22 millions de tonnes, tandis qu'aucune progression n'est prévue dans l'ensemble des pays développés.

Graphique 5.7. **La consommation de riz par habitant devrait diminuer, et la consommation totale devrait augmenter**



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Les échanges mondiaux de riz devraient connaître une croissance vigoureuse, soutenue par des importations dynamiques de l'Afrique et de l'Asie

Les échanges mondiaux de riz connaissent un rythme d'expansion rapide depuis le milieu des années 90, et cette tendance devrait se maintenir durant les dix années à venir. Les échanges de riz devraient croître de plus de 2 % par an, passant de 30 millions de tonnes durant la période de référence à 38 millions de tonnes en 2017. À ce rythme de croissance, les échanges de riz sur les marchés mondiaux absorberaient 6 % de la production mondiale, cette part relativement faible étant caractéristique d'un marché étroit qui subvient principalement aux besoins intérieurs.

La majeure partie de l'expansion des importations mondiales devrait intervenir en Afrique et en Asie. En Afrique, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria devraient demeurer des acteurs clés du marché du riz, mais des augmentations sont prévues sur tout le continent, au point que celui-ci pourrait représenter 32 % des importations totales de riz en 2017, contre 29 % en 2005-07. En Asie, l'Indonésie, l'Irak, la République populaire démocratique de Corée, l'Arabie Saoudite et le Sri Lanka augmenteront leurs achats de riz au cours de la décennie à venir, même si nombre d'entre eux mènent des politiques d'expansion de la production. Toutefois, ces augmentations resteront relativement faibles, surtout dans les pays où les gouvernements maintiennent leur contrôle sur les importations de riz. Dans le reste de la région, la République islamique d'Iran, la Malaisie et les Philippines devraient réduire leurs importations, parallèlement à l'augmentation de leur production. Dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, les importations devraient progresser de 3.5 %, notamment au Brésil et au Chili, du fait surtout d'une consommation en hausse face à une production stationnaire. Dans ces pays, l'ouverture progressive des marchés au riz des États-Unis dans le cadre de l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale contribue aussi à l'accroissement des importations.

Les importations des pays développés devraient augmenter d'environ 1 million de tonnes, sous l'effet de l'accroissement des achats des États-Unis, de l'UE et de l'Afrique du Sud. L'accès libre que l'UE accorde à certains pays les moins avancés (PMA) dans le cadre de l'initiative Tout sauf les armes ou aux pays ACP dans le cadre des nouveaux accords de partenariat économique ne devrait guère accroître le volume des importations de l'UE. Du reste, les changements opérés dans les politiques des échanges et de la production ces dernières années ont en général réduit la majoration de prix dont le riz bénéficiait auparavant sur les marchés de l'UE. Des règles d'origine strictes, des normes de qualité et des sauvegardes spéciales limiteront encore davantage les possibilités d'une progression plus forte des importations de riz de l'UE.

La Thaïlande devrait consolider sa position de premier pays exportateur de riz

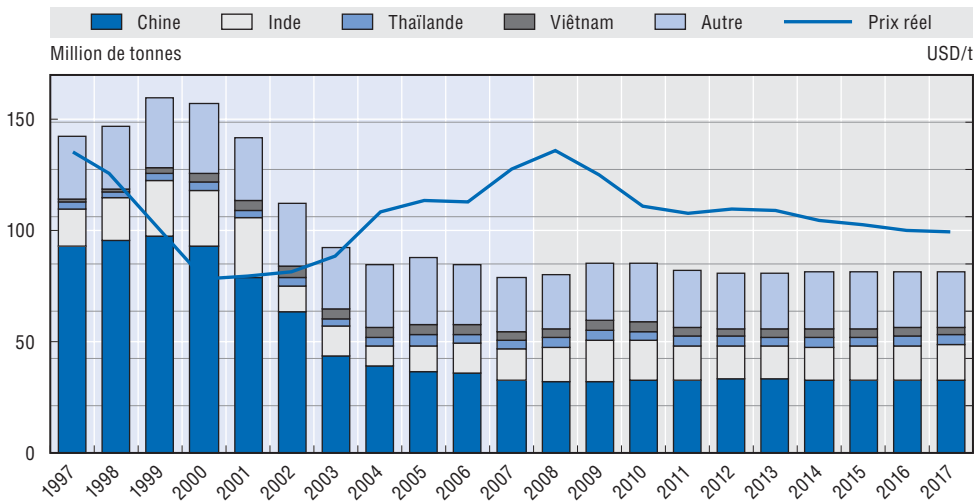
Parmi les pays exportateurs, la Thaïlande devrait vendre plus de 12 millions de tonnes, ce qui représente un tiers environ du total des échanges mondiaux, consolidant ainsi sa position actuelle de principal fournisseur de riz des marchés mondiaux. Le Viêtnam, la Chine, les États-Unis, l'Australie, l'Argentine et l'Uruguay devraient accroître leurs ventes par rapport à 2005-07, alors que l'Égypte et le Pakistan devraient les voir diminuer, sous l'effet de contraintes du côté de l'offre et d'une augmentation des besoins intérieurs. Les exportations de l'Inde ne devraient pas s'écarter beaucoup du niveau de l'année de référence, la production et la consommation intérieures restant globalement comparables. D'une façon générale, l'expérience de 2008 a confirmé que, pour nombre de fournisseurs traditionnels de riz, les marchés extérieurs sont secondaires par rapport à leurs marchés


intérieurs, et que, face à des tensions sur l'offre, les gouvernements réagissent généralement en imposant des restrictions à l'exportation.

Malgré une reconstitution partielle, les stocks mondiaux de riz devraient rester très inférieurs aux niveaux atteints dans les années 90

Depuis 1999, les stocks mondiaux de riz ont diminué au point de ne plus représenter que 18 % de la consommation intérieure en 2007, contre 39 % en 1999. Les stocks détenus par les grands pays exportateurs, dont la Chine et l'Inde, étaient aussi en baisse, accroissant le risque d'instabilité des prix du marché. De fait, début 2008, les prix mondiaux sont montés en flèche dans un contexte de réserves mondiales de riz très réduites. Une tendance à la reconstitution des stocks au niveau mondial devrait être observée entre 2008 et 2010, compte tenu des préoccupations grandissantes suscitées par les tensions sur l'offre et l'instabilité des prix. En 2017, les stocks mondiaux de riz devraient atteindre environ 81 millions de tonnes, en hausse de 2,5 millions de tonnes par rapport au niveau de 2007. Les augmentations interviendraient surtout au Brésil, en Inde et en Thaïlande. Tout en continuant de détenir le plus gros volume de réserves de riz, la Chine devrait réduire ses stocks en proportion de sa consommation.

Graphique 5.8. **Les stocks mondiaux de riz devraient se reconstituer en partie et les prix baisser après le pic observé**



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/415806708566>

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Les prix mondiaux du riz devraient se raffermir en 2008 mais baisser par la suite

Les prix mondiaux du riz devraient rester fermes en 2008 et 2009, étant donné que les pays reconstitueront leurs stocks. Des prix plus faibles sont prévus à compter de 2010, même s'ils ne devraient pas tomber au-dessous de leur niveau de 2006, en raison surtout de l'accroissement prévu des coûts. Comme les stocks de régulation seront moins importants, les prix risquent d'accuser une instabilité beaucoup plus grande que dans les années 90 et le début des années 2000, le marché réagissant fortement aux chocs de l'offre ou de la demande.

Principales questions et incertitudes

Un lien croissant entre le marché de l'énergie et le marché des céréales

Les évolutions en cours sur les marchés encore relativement nouveaux des biocarburants, conjuguées aux prix élevés du pétrole brut, constituent un déterminant majeur des performances des marchés des céréales au cours de la période considérée, principalement pour le maïs aux États-Unis. La demande croissante de céréales pour alimenter la production d'éthanol constitue un argument en faveur d'un niveau de prix plus élevé que durant la décennie précédente. La rentabilité de la production de biocarburants étant fortement liée aux prix de l'énergie, la demande de céréales deviendra aussi davantage tributaire des prix de l'énergie que par le passé. Avec des prix de l'énergie plus élevés, la demande de céréales destinées à la production de biocarburants aura tendance à augmenter. Parallèlement, des prix élevés de l'énergie entraînent une hausse du coût des intrants nécessaires à la production de céréales, tels qu'engrais et carburants, ce qui diminuera les marges brutes de la production céréalière au niveau de l'exploitation. Toutefois, les prix de l'énergie n'étant pas faciles à prévoir, ils feront peser une incertitude importante sur les marchés des céréales dans l'avenir. De même, les niveaux actuels élevés du soutien ou les obligations en matière de production de biocarburants assurent la croissance de cette production même dans des pays où normalement cette production n'aurait pas été économiquement viable (aux États-Unis et dans l'Union européenne, par exemple). Un changement dans ces politiques de soutien pourrait donc modifier considérablement le tableau dressé dans les présentes *Perspectives*.

L'importance des politiques

À l'heure actuelle, l'UE prépare le « bilan de santé » de la politique agricole commune (PAC) dans le but d'affiner la réforme de 2003 de la PAC et de contribuer à la discussion sur les priorités futures de l'agriculture. Sans préjuger des résultats de cet examen, toute modification des politiques et des mécanismes d'action est susceptible d'influer sur les marchés agricoles de l'UE et mondiaux. De plus, une nouvelle loi agricole (nouveau Farm Bill) est en train d'être négociée aux États-Unis, une version qui a été approuvée par le congrès américain et la loi relative à l'indépendance et à la sécurité énergétique (EISA) a été votée fin 2007, ce qui accroît les mandats existants pour les biocarburants. Aucun de ces développements politiques n'a été pris en compte dans les projections des marchés des céréales.

Les négociations multilatérales relatives à un nouvel accord commercial dans le cadre du cycle du développement de Doha ne sont pas encore près d'aboutir à un consensus. Toutefois, leur succès pourrait donner lieu à une réforme majeure des politiques, qui aurait une incidence sur l'accès aux marchés agricoles, la concurrence à l'exportation et le soutien intérieur. En cas d'accord, les changements apportés au contexte de l'action des pouvoirs publics concernant les marchés des produits de l'élevage et d'autres productions végétales pourraient avoir aussi des effets indirects notables sur les marchés des céréales.

Faut-il s'attendre à une variabilité accrue de l'offre ?

Les déficits de l'offre de blé au cours des deux dernières campagnes ont été, en plus de l'augmentation de la demande accrue, une des raisons majeures de la hausse des prix observée. L'Australie, par exemple, est un acteur des marchés mondiaux des céréales, en particulier pour le blé. Au cours de la décennie écoulée, ce pays a réalisé environ 15 % des

exportations totales de blé. En 2006 et 2007, il a subi deux graves sécheresses consécutives qui ont fait chuter cette part respectivement à 6 % et à 8 %. L'événement a eu des répercussions fortes sur les prix mondiaux du blé. Alors que des sécheresses aussi sévères étaient censées n'avoir lieu que tous les 50 ans, on craint que leur fréquence ne s'accroisse désormais car l'Australie risque de souffrir de plus en plus du changement climatique. Les présentes *Perspectives* postulent que le niveau des rendements dans ce pays reviendra aux niveaux de la décennie antérieure, mais que la croissance de la rentabilité va se ralentir. Compte tenu que la pénurie d'eau risque aussi de devenir problématique, on ne saurait exclure une baisse des rendements par rapport aux prévisions des présentes *Perspectives*. Mais l'Australie n'a pas été le seul pays à faire face à des fluctuations accrues des rendements ces dernières années. L'UE et les États-Unis enregistrent aussi depuis 2000 des variations d'une ampleur jamais atteinte. Ce phénomène, conjugué au développement de la production dans d'autres régions à plus grande variabilité climatique comme dans la CEI, contribue à l'instabilité potentiellement croissante de l'offre mondiale et donc des prix, amplifiant ainsi les incertitudes qui pèsent sur les marchés des céréales.

Le changement climatique affecte tout particulièrement les marchés du riz

Le changement climatique revêt une importance toute particulière pour le secteur du riz : la riziculture est en effet reconnue comme une source majeure de gaz à effet de serre et comme une culture particulièrement vulnérable aux changements de conditions climatiques. Elle est responsable d'un niveau élevé d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂), de méthane (CH₄) et d'hémioxyde d'azote (N₂O). Les émissions de méthane, gaz à effet de serre ayant un potentiel de réchauffement global vingt fois supérieur au CO₂, concernent plus particulièrement les rizières inondées où elles sont produites par la décomposition de la matière organique en l'absence d'oxygène. Des changements dans les conditions climatiques pourraient aussi avoir des impacts graves sur la production rizicole. Certes des niveaux accrus de CO₂ pourraient avoir des effets positifs sur les rendements de riz (fertilisation par le CO₂) mais ces avantages disparaîtraient en cas de hausse des températures. D'autres manifestations du changement climatique, en particulier l'élévation du niveau de la mer et la fréquence accrue de phénomènes météorologiques extrêmes, auraient aussi des impacts graves sur la production rizicole, en particulier dans les zones de plaines et de deltas, sites de prédilection de la riziculture. Enfin, le changement climatique aura aussi des répercussions sur d'autres produits de base agricoles, du fait de déplacements des zones de production.

Table des matières

Sigles et abréviations	11
Les Perspectives en Bref	13
Chapitre 1. Vue d'ensemble	17
Principales hypothèses retenues	19
Principales tendances sur les marchés des produits	21
Principales évolutions des échanges des produits agricoles	29
Perspectives d'évolution des prix mondiaux	31
Grandes questions et incertitudes	33
Enjeux pour les pouvoirs publics	35
Quelles dispositions faut-il prendre?	35
Notes	37
Chapitre 2. Les prix élevés actuels vont-ils se maintenir?	39
Introduction	40
Les récentes hausses des prix des denrées alimentaires vues dans un contexte historique	47
Variations des prix des récoltes et de l'huile végétale : que s'est-il passé et que va-t-il se passer?	48
Incertitudes	59
Quelle est l'importance des hypothèses des Perspectives dans la fixation des prix futurs?	61
Bilan	65
Notes	66
Chapitre 3. Hypothèses macroéconomiques et stratégiques	69
Principales hypothèses retenues	70
Chapitre 4. Biocarburants	77
Tendances et perspectives des marchés mondiaux	78
Principales évolutions des marchés – l'éthanol	79
Principales évolutions des marchés – le biodiesel	85
Principales questions et incertitudes	90
Notes	93
Chapitre 5. Céréales	95
Tendances et perspectives des marchés mondiaux	96
Principales évolutions des marchés : blé et céréales secondaires	99
Principales évolutions des marchés : riz	104
Principales questions et incertitudes	109

Chapitre 6. Oléagineux et produits oléagineux	111
Tendances et perspectives des marchés mondiaux	112
Principales évolutions des marchés	113
Principales questions et incertitudes	120
Chapitre 7. Sucre	123
Tendances et perspectives des marchés mondiaux	124
Principales évolutions des marchés	125
Questions clés et incertitudes	136
Chapitre 8. Viande	141
Tendances et perspectives des marchés mondiaux	142
Principales évolutions des marchés	144
Principales questions et incertitudes	153
Chapitre 9. Produits laitiers	157
Tendances et perspectives des marchés mondiaux	158
Principales évolutions des marchés	159
Principales questions et incertitudes	167
Références	169
Méthodologie	171
Génération des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO	172
Sources et hypothèses utilisées pour les projections macroéconomiques	174
Représentation des coûts de production dans le modèle Aglink-Cosimo	174
Méthodologie et limites de l'analyse stochastique partielle	176
Annexe A. Tableaux statistiques	179
Annexe B. Glossaire	242
Liste des encadrés	
2.1. Mesure de l'impact de l'augmentation du prix des matières premières sur le prix des denrées alimentaires	41
2.2. Prix sur les marchés au comptant et sur les marchés dérivés	46
2.3. Effet de la hausse des revenus sur la demande de marchandises	56
4.1. La loi américaine relative à l'indépendance et à la sécurité énergétiques	92
7.1. Les dispositifs de l'UE pour réduire sa production de sucre	130
8.1. Drêches de distillerie	143
Liste des tableaux	
1.1. Ralentissement de la croissance démographique	19
2.1. Contribution du prix des denrées alimentaires à l'inflation des prix à la consommation (pays sélectionnés)	45
2.2. Offre de blé et de céréales secondaires	49
2.3. Demande de blé et de céréales secondaires	51
2.4. Offre d'oléagineux et d'huiles végétales	52
2.5. Demande d'huiles végétales	53
2.6. Indicateurs sous forme de ratios relatifs aux marchés mondiaux es céréales secondaires, du blé et des huiles végétales	56
3.1. Ralentissement de la croissance démographique	72

A.1. Hypothèses économiques	180
A.2. Prix mondiaux	182
A.3. Projections des échanges mondiaux	184
A.4. Hypothèses concernant les marchés des céréales	188
A.5. Projections mondiales de céréales	191
A.6. Projections de blé	192
A.7. Projections de céréales secondaires	194
A.8. Projections du riz	196
A.9. Hypothèses concernant les marchés des oléagineux	198
A.10. Projections mondiales d'oléagineux	200
A.11. Projections d'oléagineux	201
A.12. Projections de tourteaux d'oléagineux	203
A.13. Projections d'huiles végétales	205
A.14. Principales hypothèses concernant le marché du bétail	207
A.15. Projections mondiales de viandes	209
A.16. Projections de viande bovine	210
A.17. Projections de viande porcine	212
A.18. Projections de viande de volaille	214
A.19. Projections de viande ovine	216
A.20. Hypothèses concernant les marchés du sucre	218
A.21. Projections mondiales de sucre (en équivalent sucre brut)	220
A.22. Projections de sucre (en équivalent sucre brut)	222
A.23. Principales hypothèses concernant le marché des produits laitiers	224
A.24. Projections mondiales du secteur laitier (beurre et fromage)	226
A.25. Projections mondiales du secteur laitier (poudres et caséine)	227
A.26. Projections de beurre	228
A.27. Projections de fromage	230
A.28. Projections de lait écrémé en poudre	232
A.29. Projections de lait entier en poudre	234
A.30. Projections de lait	236
A.31. Projections de lactosérum en poudre et de caséine	237
A.32. Principales hypothèses concernant le marché des biocarburants	238
A.33. Projections mondiales de biocarburants : éthanol	240
A.34. Projections mondiales de biocarburants : biodiesel	241

Liste des graphiques

1.1. Prix mondiaux des produits de base plus élevés en moyenne	18
1.2. Croissance généralement vigoureuse des échanges mondiaux	29
1.3. Croissance des exportations mondiales dominée par les pays en développement	30
1.4. Évolution des prix mondiaux des produits végétaux jusqu'en 2017	31
1.5. Évolution des prix mondiaux des produits animaux jusqu'en 2017	32
2.1. Évolution du prix des matières premières agricoles entre 1971 et 2007 et projections jusqu'en 2017	40
2.2. Part des dépenses alimentaires et revenu par habitant	43
2.3. Écarts par rapport aux tendances de rendement pour le blé et les céréales secondaires	50
2.4. Ratios des stocks de maïs et de blé par rapport à l'utilisation	55

2.5. Analyse d'incidence des changements sur les prix mondiaux projetés selon cinq hypothèses, différence en pourcentage par rapport aux valeurs du scénario de base, 2017	62
2.6. Simulation stochastique du prix des récoltes en 2008 et en 2017 en termes nominaux	65
3.1. Baisse de la croissance du PIB dans certain pays	71
3.2. Malgré une augmentation dans certains pays, l'inflation devrait être maîtrisée	73
3.3. Raffermissement du dollar des États-Unis par rapport à la plupart des autres monnaies	74
4.1. Coûts de production des principales filières de production de biocarburants ..	79
4.2. Projections relatives au marché mondial de l'éthanol	80
4.3. Projections relatives au marché européen de l'éthanol	80
4.4. Projections relatives au marché canadien de l'éthanol	81
4.5. Projections relatives au marché américain de l'éthanol	82
4.6. Projections relatives au marché brésilien de l'éthanol	83
4.7. Projections relatives au marché mondial du biodiesel	85
4.8. Projections relatives au marché européen du biodiesel	86
4.9. Projections relatives au marché canadien du biodiesel	87
4.10. Projections relatives au marché américain du biodiesel	88
4.11. Projections relatives au marché brésilien du biodiesel	88
4.12. Projections relatives au marché indonésien du biodiesel	89
4.13. Projections relatives au marché malaisien du biodiesel	90
4.14. Répercussions potentielles de la loi américaine relative à l'indépendance et à la sécurité énergétiques sur les prix mondiaux des produits de base, moyenne 2013-17	93
5.1. Les prix nominaux du blé, des céréales secondaires et du riz devraient se maintenir à un niveau relativement élevé, et les prix réels seraient en hausse par rapport à la décennie précédente	98
5.2. Croissance de la demande de céréales à l'intérieur et à l'extérieur de la zone OCDE	99
5.3. Déplacement de la répartition des différentes céréales secondaires au profit du maïs	101
5.4. Le niveau des stocks reste faible par rapport aux niveaux antérieurs	102
5.5. Les échanges de blé augmentent modérément	104
5.6. Forte augmentation des échanges de céréales secondaires	105
5.7. La consommation de riz par habitant devrait diminuer, et la consommation totale devrait augmenter	106
5.8. Les stocks mondiaux de riz devraient se reconstituer en partie et les prix baisser après le pic observé	108
6.1. Les prix des oléagineux et des huiles végétales devraient rester élevés au cours de la période étudiée	113
6.2. La demande d'huiles végétales est en augmentation	114
6.3. Production mondiale croissante d'oléagineux	116
6.4. Évolution des échanges mondiaux d'huiles végétales	118
7.1. Les prix mondiaux du sucre devraient connaître une reprise à court terme	125
7.2. Les prix mondiaux réels du sucre devraient suivre une tendance à la baisse	126
7.3. La hausse de la production de canne à sucre devrait représenter l'essentiel de l'augmentation de la production sucrière	126

7.4. L'évolution de la répartition régionale de la consommation de sucre jusqu'en 2017	128
7.5. Le ratio stocks/consommation devrait reculer à court terme	128
7.6. La réforme de la politique sucrière de l'UE entraîne une baisse de la production et des exportations	131
7.7. La production et les exportations de sucre et d'éthanol devraient croître rapidement au Brésil	132
7.8. Les exportations mondiales de sucre de plus en plus dominées par le Brésil	133
7.9. Les importations nettes de sucre de la Russie continuent de décliner	134
7.10. L'UE et la Chine se placent aux deux premiers rangs des importateurs de sucre	134
7.11. Les importations préférentielles devraient augmenter dans l'UE	137
7.12. Part des pays en développement dans la superficie mondiale de canne à sucre consacrée à l'éthanol	138
7.13. Augmentation aux États-Unis des importations de sucre, des stocks de la CCC et des exportations d'isoglucose	139
8.1. Les prix mondiaux de la viande devraient se raffermir	145
8.2. Progression continue de la production mondiale de viande	146
8.3. Répartition régionale de la croissance de la production de viande entre 2005-07 et 2017	147
8.4. Contribution des différents types de viande à la croissance de la production entre 2005-07 et 2017	147
8.5. Composition de la consommation de viande par habitant en 2017 par rapport à 2005-07	149
8.6. Part des différents types de viande dans l'accroissement de la consommation	149
8.7. Consommation d'œufs dans quelques régions	150
8.8. Progression des exportations mondiales de viande (à l'exclusion des animaux vivants)	152
8.9. Grands pays importateurs nets de viande	153
8.10. Recul de la part des PMA dans les échanges de viande	153
9.1. Les prix devraient rester fermes durant la période de projection	160
9.2. On s'attend à ce que les prix réels dépassent de 20 % à 40 % les moyennes antérieures	161
9.3. La production de lait augmente sur la période 2005-07 à 2017	162
9.4. Les exportations de lait écrémé en poudre des États-Unis prennent le pas sur celles de la Nouvelle-Zélande	164
9.5. Principaux pays exportateurs de produits laitiers	165
9.6. Principaux pays importateurs de produits laitiers	165
9.7. La consommation mondiale de produits laitiers en perspective	167
9.8. La consommation de beurre et de fromage devrait connaître une croissance soutenue durant la période 2008-2017	167

Sigles et abréviations

AAGU	Accord sur l'agriculture du cycle d'Uruguay
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AIE	Agence internationale de l'énergie
ALEAUS	Accord de libre-échange Australie et États-Unis
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMAD	Base de données sur l'accès aux marchés agricoles
BTL	Carburant de synthèse
CAFTA	Accord de libre-échange de l'Amérique centrale
CCC	Commodity Credit Corporation
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté des États indépendants
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CO₂	Dioxyde de carbone
CRP	Programme de mise en réserve des terres fragiles des États-Unis
DBES	Régime d'exportation fondé sur la date
DCP	Dépenses de la consommation privée
E85	Mélange de carburants contenant 85 % de biocarburant en volume
ECOWAP	West Africa Regional Agricultural Policy
Epc	Équivalent poids carcasse
ERS	Service de recherche économique (ERS) de l'USDA
ESB	Encéphalite spongiforme bovine
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
Est	Estimation
EU	États-unis d'Amérique
FAB	Franco à bord (prix à l'exportation)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMD	Fièvre aphteuse
FSRI Act	Loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural de 2002 (États-Unis)
G10	Groupe de 10 pays (voir glossaire)
G20	Groupe de 20 pays en développement (voir glossaire)
GES	Émission de gaz à effets de serre
IPC	Indice des prix à la consommation
Kt	Milliers de tonnes
La Niña	Conditions climatiques associées à la température des principaux courants marins
LICONZA	Leche Industrializada
MERCOSUR	Accord multilatéral sur les échanges des pays du Sud
Mha	Millions d'hectare
Mn	Millions
Mt	Millions de tonnes
MTBE	Méthyl tertio-butyl-éther
NPF	Nation la plus favorisée
nv-MCJ	Nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCM	Organisation commune des marchés du sucre (UE)
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIE	Office international des épizooties
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	Politique agricole commune
Pac	Prêt à cuire
Pad	Poids au détail
Pcp	Poids carcasse parée
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
Pp	Poids produit
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PROCAMPO	Programme mexicain de soutien direct aux agriculteurs
Pv	Poids vif
R-D	Recherche et développement
RFS	Normes sur les carburants renouvelables aux États-Unis, faisant partie de la loi de 2005 sur la politique de l'énergie
SDRP	Syndrome dysgénésique et respiratoire du porc
SEAC	UK Spongiform Encephalopathy Advisory Committee
SH	Système harmonisé de codage et de description des produits
SHTF	Isoglucose
SPM	Soutien des prix du marché
SPS	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
T/ha	Tonnes par hectare
TEC	Tarif extérieur commun
TSA	Tout sauf les armes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UE-10	Les dix nouveaux membres de l'UE à dater de mai 2004
UE-15	Les quinze États membres de l'UE
UE-27	Les 27 États membres de l'UE (incluant Bulgarie et Roumanie à partir de 2007)
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis

Symboles

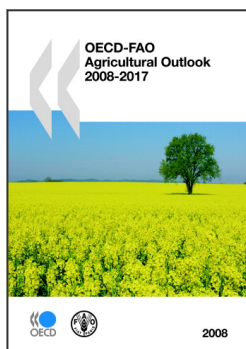
ARS	Peso argentin	kg	kilogramme
AUD	Dollar australien	KRW	Won coréen
BRL	Réal (Brésil)	l	litre
CAD	Dollar canadien	MXN	Peso mexicain
CNY	Yuan chinois	Mt	millions de tonnes
esb	équivalent sucre brut	NZD	Dollar néo-zélandais
EUR	Euro (Europe)	p.a.	Per annum
Ha	Hectare	RUR	Rouble russe
Hltr	Hectolitre	THB	Baht thaïlandaise
IDR	Roupie indonésienne	USD	Dollar des États-Unis
INR	Roupie indienne	ZAR	Rand d'Afrique du Sud
JPY	Yen japonais		

LES PERSPECTIVES EN BREF

- Les prix de référence mondiaux en termes nominaux de la plupart des produits agricoles visés ici ont atteint ou dépassé les niveaux record antérieurs, du moins en termes nominaux (voir graphique 2.1). Cette situation ne durera pas, et les prix sont appelés à descendre progressivement, étant donné le caractère ponctuel de certains des facteurs en cause dans les envolées récentes. Toutefois, il y a tout lieu d'ajouter désormais des facteurs permanents qui vont contribuer à maintenir les prix à des niveaux plus élevés en moyenne que dans le passé et à atténuer la tendance longue à la baisse en termes réels. Que ces facteurs aient un caractère ponctuel ou permanent, les dispositions prises pour faire évoluer l'agriculture et combattre la faim et la pauvreté doivent en tenir compte.
- La hausse spectaculaire des prix observée depuis 2005/06 tient en partie à des conditions météorologiques défavorables dans les grandes régions de production céréalière de la planète, dont les retombées se sont fait sentir sur les cultures et les activités d'élevage qui se disputent les mêmes terres. Dans un contexte où les stocks mondiaux sont peu abondants, ces rebondissements suffisent à eux seuls pour déclencher de fortes réactions en termes de prix. Ils n'ont rien de nouveau; en pareil cas dans le passé, les prix sont redescendus parallèlement au retour à des conditions plus normales et l'offre a fini par suivre. Il n'y a pas de raison de croire ici que ce schéma ne se reproduira pas dans les années à venir.
- Toutefois, lorsqu'ils auront baissé par rapport aux niveaux record actuels, les prix resteront, en moyenne, plus élevés à moyen terme que pendant la décennie écoulée. Mais les déterminants de l'offre de produits agricoles (les gains de productivité, pour l'essentiel) finiront par l'emporter sur ceux qui sous-tendent la progression de la demande, liée aussi bien à l'alimentation humaine et animale qu'à des utilisations industrielles, à commencer par la production de biocarburants. En conséquence, les prix se réorienteront à la baisse en termes réels, de façon cependant moins marquée peut-être que dans le passé (voir Vue d'ensemble, graphiques 1.1, 1.4 et 1.5).
- Du côté de l'offre, l'augmentation ininterrompue des rendements devrait jouer un rôle plus important pour l'offre de produits végétaux que les nouvelles superficies mises en culture. La lente progression des rendements dans la production laitière et animale favorise aussi la croissance de la production de lait et de viande. La présente édition des Perspectives table notamment, entre autres hypothèses clés, sur un certain raffermissement du dollar par rapport à la plupart des monnaies. Dans les pays concernés, une telle évolution renforcera les incitations intérieures liées aux prix dans le sens d'une augmentation de la production. Ensemble, ces facteurs soutiennent la croissance de la production agricole mondiale, bien que l'élan soit en partie freiné par l'effet de réduction de l'offre provoqué par les prix élevés du pétrole qui font grimper les coûts de production.
- Du côté de la demande, la modification des pratiques alimentaires, l'urbanisation, l'essor économique et la croissance démographique dynamisent la demande de produits d'alimentation humaine et animale dans les pays en développement. Globalement, et en termes absolus, l'alimentation humaine et animale demeurent les principaux moteurs de croissance en agriculture. Mais entre aussi désormais en ligne de compte la demande, en augmentation rapide, de matières premières agricoles destinées à un secteur bioénergétique porteur. Bien qu'elle soit moins forte que la progression des utilisations liées à l'alimentation humaine et animale, la demande de biocarburants est le principal élément nouveau sur des décennies et explique pour une grande part la montée des prix des produits agricoles.
- Compte tenu de ces facteurs en jeu dans l'offre et la demande, les Perspectives tendent à montrer qu'à moyen terme, les prix des produits de base – en termes nominaux – dépasseront en moyenne les niveaux qui ont prévalu pendant les dix années écoulées. Par rapport à la moyenne observée entre 1998 et 2007, les projections de prix pour la période 2008-2017 indiquent une augmentation de 20 % environ pour la viande bovine et porcine, de quelque 30 % pour le sucre brut et le sucre blanc, de 40 à 60 % pour le blé, le maïs et le lait écrémé en poudre, de plus de 60 % pour le beurre et les graines oléagineuses et de plus de 80 % pour les huiles végétales. Sur la période des Perspectives, le mouvement de baisse des prix reprendra en termes réels, à un rythme cependant plus lent. Toutefois, les impacts des différents éléments d'offre et de demande sur les prix continueront vraisemblablement de différer d'un produit agricole à l'autre.

- Par ailleurs, les prix pourraient aussi être plus instables que dans le passé : les niveaux des stocks ne devraient pas sensiblement remonter durant la période visée par les *Perspectives*; la demande est de moins en moins sensible aux fluctuations des prix à la ferme à mesure que la part des produits de base diminue dans la facture alimentaire finale et que la demande industrielle augmente; les conditions météorologiques et l'offre de produits agricoles pourraient devenir plus variables en raison du changement climatique; et des fonds d'investissement non commerciaux, à caractère spéculatif, opèrent sur les marchés à terme agricoles ou s'en retirent en fonction des perspectives de profit.
- Dans ce contexte général, l'épicentre de la production agricole mondiale continuera de se déplacer des pays de l'OCDE vers les pays en développement. Ces derniers affichent une progression plus rapide de la consommation et de la production pour tous les produits à l'exception du blé. À l'horizon 2017, ils devraient arriver en tête pour la production et la consommation de la plupart des produits de base, sauf les céréales secondaires, le fromage et le lait écrémé en poudre.
- Des rééquilibres correspondants se produisent aussi dans les courants d'échanges mondiaux. Les importations progressent surtout dans les pays en développement, et une part grandissante des volumes supplémentaires vient d'autres pays émergents et en développement. L'essor des exportations à partir des pays en développement est plus marqué, et parfois de beaucoup, pour la quasi-totalité des produits. Toutefois, bien que les pays de l'OCDE voient diminuer leur part dans les exportations mondiales, ils restent en tête pour le blé, les céréales secondaires, la viande porcine et tous les produits laitiers.
- Les prix élevés se traduisent par des gagnants et des perdants. Ils s'avèrent bénéfiques pour beaucoup de producteurs agricoles, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Cependant, bon nombre d'agriculteurs des pays en développement ne sont pas reliés aux marchés, et ne tireront guère d'avantages, voire aucun, de la montée actuelle des prix. Pour les pauvres, en particulier dans les zones urbaines des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, la situation va s'aggraver. Dans bien des pays à faible revenu, la nourriture représente en moyenne plus de 50 % du budget et le haut niveau de prix qui ressort de la présente édition des *Perspectives* entraînera davantage de personnes dans la malnutrition.
- Pour les pays les moins avancés, en particulier les pays à déficit alimentaire, les projections indiquent donc une vulnérabilité accrue et des approvisionnements alimentaires aléatoires dans une période caractérisée par la cherté des produits de base et une grande instabilité des prix. D'où la nécessité de développer leurs capacités d'approvisionnement intérieur, en améliorant l'environnement général dans lequel l'agriculture fonctionne par l'amélioration des systèmes de gouvernance et administratifs, des investissements dans les services d'éducation, de formation et de vulgarisation, des activités de recherche-développement et l'infrastructure physique. Outre ces solutions à long terme, il importe à court terme que le commerce des produits de base contribue efficacement à répartir les approvisionnements disponibles.
- Les *Perspectives* se fondent sur une hypothèse de politiques agricoles et commerciales inchangées. L'évolution effective des prix des produits agricoles et des denrées alimentaires dépend cependant largement des grandes orientations à venir. Dans ce contexte, une augmentation de l'aide humanitaire s'impose pour réduire les incidences négatives des hauts niveaux de prix sur les plus démunis, et serait possible selon des modalités dépourvues d'impact notable sur les marchés.
- En revanche, des mesures restrictives telles que les taxes et embargos sur les exportations ne seraient pas sans effet à cet égard. Elles peuvent apporter provisoirement un certain répit aux consommateurs des pays concernés, mais en fait, elles sont supportées par les producteurs nationaux et limitent la réactivité de l'offre, tout en contribuant aux incertitudes qui entourent les marchés mondiaux des produits de base. Parallèlement, la protection conférée aux producteurs de denrées agricoles par des mesures aux frontières pèse sur les consommateurs du pays; elle limite en outre les possibilités de croissance à l'étranger pour les producteurs, en compromettant une augmentation de l'offre agricole mondiale éminemment souhaitable.

- Le soutien public, ainsi que l'évolution des prix du pétrole, influenceront grandement à l'avenir sur la demande de biocarburants issus de matières premières agricoles. À ce propos, ni la nouvelle loi des États-Unis « Energy Independence and Security Act », ni les propositions pour une nouvelle directive de l'UE sur la bioénergie n'ont été prises en compte. Des changements intervenant sur l'un ou l'autre facteur ou de nouveaux progrès technologiques pourraient également avoir des conséquences pour les projections de prix des produits agricoles, de même que pour le potentiel mobilisable à des fins d'alimentation humaine et animale. Dans ce rapport, sur l'horizon des *Perspectives*, il n'est pas prévu que les biocarburants de seconde génération soient produits sur une base commerciale.
- Enfin, à plus long terme, l'offre agricole est confrontée à des incertitudes et à des obstacles quant à la superficie des nouvelles terres susceptibles d'être mises en culture. Des investissements publics et privés dans l'innovation et l'accroissement de la productivité agricole, en particulier dans les pays en développement, amélioreraient considérablement les *Perspectives* en contribuant à élargir la base de production et diminueraient le risque de nouvelles variations brutales des prix des produits de base.
- La présente édition des *Perspectives* s'inscrit dans un contexte marqué par une instabilité croissante des marchés financiers, une plus forte inflation des prix alimentaires, des signes d'affaiblissement de la croissance économique mondiale et des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. Bien que les projections pour les marchés des matières premières agricoles aient toujours été soumises à un certain nombre d'incertitudes, ces dernières ont pris encore plus d'importance dans l'édition de cette année.



Extrait de :
OECD-FAO Agricultural Outlook 2008

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2008-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2008), « Céréales », dans *OECD-FAO Agricultural Outlook 2008*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2008-6-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.